



CAMPUS UNIVERSITAIRE PAUL VALÉRY MONTPELLIER 3



Site Boutonnet Montpellier : Ancienne École de Chimie
Service de Coopération Documentaire Interuniversitaire Bâtiment A - Aile Est

AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI

CCTC
CCLC

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

DIAG	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE	EXE	
------	-----	-----	-----	-----	--------	-----	--

Indice	Établi par	Date	Libellé de la modification	Vérifié par
1	NF	07 05 2025	1 ^{ère} émission	
2	NF	03 07 2025	Rectification / MOA et RICT	

CCTC - UPV MIII- SCDI - 28/08/2025

MAÎTRE D'ŒUVRE : F. NOUGARET Architecte DPLG

SOMMAIRE

1. Définition et volume de l'Opération	4
1.1. OBJET DU PRESENT DOCUMENT	4
1.2. ADRESSE DE L'OPÉRATION	4
1.3. PARTIES CONTRACTANTES	4
2. DIVISION DES LOTS	5
3. PHASAGE - DÉLAIS ET Planning des Travaux	6
3.1. PHASAGE DES TRAVAUX	6
3.2. DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
3.3. PLANNING GÉNÉRAL	6
3.4. PIECES CONTRACTUELLES	6
4. Conformité des Ouvrages aux Documents Généraux	7
4.1. Documents de référence contractuels	7
4.2. Documents réglementaires à caractère général	8
4.3. FDES - EXIGENCES SPECIFIQUES SUR LES MATERIAUX	9
4.4. Plans ET DESCRIPTIFS Maîtrise d'œuvre	9
4.5. Etudes et Plans D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES	9
4.6. Documents joints ultérieurement au Marché	10
4.7. Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)	11
4.8. Dossier des INTERVENTIONS ULTÉRIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O.)	11
5. Spécifications Communes à tous les Lots	12
5.1. Connaissance des lieux :	12
5.2. Démarches et autorisations :	12
5.3. Prestations à la charge des entreprises :	12
5.4. Règles d'exécution générales :	15
5.5. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux :	15
6. Conduite des Travaux	16
6.1. Réunion de Chantier	16
6.2. Visites et Investigations	17
6.3. Essais	17
6.4. Echantillons	17
6.5. Règles d'exécution générales :	18
6.6. Vérification des plans	18

6.7.	Liaison entre les corps d'état :	18
7.	Protection DES TRAVAUX	19
7.1.	Protection des Ouvrages contre le Vol et les Dégradations :	19
7.2.	Protection des ouvrages des autres corps d'état	19
7.3.	Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages	20
7.4.	NETTOYAGES EN COURS DE CHANTIER	20
7.5.	Gravois :	20
7.6.	SORTIE ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS :	21
7.7.	Remise en état des lieux	23
8.	Description des Travaux	23
8.1.	CCTP & DEVIS DESCRIPTIFS	23
9.	MARCHÉ DE TRAVAUX	23
9.1.	Conditions du Marché	23
9.2.	CONSISTANCE DU PRIX FORFAITAIRE	24
9.3.	VISITE DE SITE	25
9.4.	OFFRE DE L'ENTREPRISE	25
9.5.	Tolérances Dimensionnelles	26
9.6.	Variantes	26
9.7.	Options	26
9.8.	SOUS-TRAITANCE	26
9.9.	Paielements	26
9.10.	GARANTIE CONTRACTUELLE DE PARFAIT ACHÈVEMENT - GPA	28
9.11.	RECOURS RECLAMATIONS	28
9.12.	Assurances Professionnelles	29
9.13.	Assurance Dommage	29
10.	Prescriptions particulières complémentaires	29
10.1.	TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ	29
10.2.	VOLS, DEGRADATIONS, INCENDIE	29
10.3.	HYGIENE ET SECURITE	29
10.4.	Mesures sanitaires en période d'épidémie Covid19	30
10.5.	ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE	30
10.6.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESEAUX SOUTERRAINS ET AERIENS	30
11.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	30
11.1.	PANNEAU DE CHANTIER	30
11.2.	BUREAU DE CHANTIER	31
11.3.	BRANCHEMENTS ET CONSOMMATIONS	31

11.4.	MOYENS DE LEVAGE	31
11.5.	FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS	31
11.6.	GARDIENNAGE	32
12.	OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	32
13.	Réception des Travaux	32
14.	ENTRETIEN DES OUVRAGES ET REGLAGES PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE	33
15.	Dossier Ulérieur d'Exploitation et de Maintenance (DUEM)	34
16.	Formation du personnel du maître d'ouvrage	34
17.	GARANTIE CONTRACTUELLE	34

1. DEFINITION ET VOLUME DE L'OPERATION

1.1. OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document est le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et le Cahier des Clauses Communes Particulières (CCCP), des travaux à réaliser pour : L'AMÉNAGEMENT DE L'ATELIER DU SCDI - Site Boutonnet Montpellier

Ce document fait partie intégrale du dossier marché et est indissociable des C.C.T.P. relatifs à chaque lot pour lesquels il prime.

Les termes « Entrepreneur » ou « Entreprise » repris dans le présent document désignent le titulaire du marché relatif au lot concerné.

Chaque entreprise est réputée avoir parfaite connaissance des lieux (emplacement et accès du chantier, possibilité de stockage, disponibilité en eau et énergie, hydrographie et contraintes locales particulières...), posséder toutes les compétences professionnelles et les moyens nécessaires pour assurer la faisabilité du projet dans ses aspects techniques, dans les délais imposés et pour le prix global et forfaitaire défini dans son marché.

1.2. ADRESSE DE L'OPÉRATION

8 Rue de l'École Normale - MONTPELLIER 34000

1.3. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont celles désignées à l'Acte d'Engagement.

Le titulaire du marché, quel qu'il soit, est désigné ci-après et dans les documents constituant le marché par le terme " l'Entrepreneur".

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre pourront faire appel à tout Ingénieur conseil, Contrôleur technique ou Bureau d'études, Organisme de coordination ou de pilotage, Mètreur vérificateur, dont ils voudront bien s'entourer.

L'Entrepreneur accepte par avance de se soumettre à l'autorité du Maître d'œuvre et de ses conseils.

Nota important :

Le maître d'ouvrage et les Entreprises s'interdisent l'échange direct de remarques, ou de directives. Elles seront toutes adressées au maître d'œuvre pour contrôle et éventuelle répercussion sur le chantier.

1.3.1. MAÎTRE D'OUVRAGE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER PAUL VALERY
Route de Mende - 34 199 MONTPELLIER

1.3.2. MAÎTRE D'ŒUVRE

François NOUGARET Architecte DPLG SAS
2 Allée du Levant – 34970 – LATTES - Tel : 04 34 81 32 09 – 06 26 55 19 73
E-mail : contact@nougaret-architecte.com

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission type de base (loi MOP) comprenant : Études préliminaires, APS APD Études d'avant-projet sommaire et définitif ; PRO Études de projet ; ACT L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du contrat de travaux ; VISA Examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution qui ont été faites par l'entrepreneur ; DET Direction de l'exécution des contrats de travaux ; OPC L'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier; AOR Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception.

2. DIVISION DES LOTS

Les descriptifs ou programmes des travaux contractuels établis par le maître d'œuvre, ou l'ensemble des offres des entreprises, comprennent les Lots ci-après définissant la réalisation des ouvrages suivants :

Lot	Désignation
1	CLOISONS
2	PEINTURE REVÊTEMENTS DE SOLS DURS REVETEMENT DE SOLS SOUPLES
3	MENUISERIES EXTÉRIEURES ET INTERIEURES SERRURERIE
4	PLOMBERIE SANITAIRES CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION
5	ELECTRICITÉ COUTANRTS FORTS COURANTS FAIBLES

Les travaux réalisés devront être conformes aux C.C.T.P., et aux devis et offres des entreprises.

Le maître d'ouvrage et les Entreprises s'interdisent l'échange direct de remarques, ou de directives. Elles seront toutes adressées au groupement de maîtrise d'œuvre pour contrôle et éventuelle répercussion sur le chantier.

3. PHASAGE - DÉLAIS ET PLANNING DES TRAVAUX

3.1. PHASAGE DES TRAVAUX

L'opération sera réalisée en une seule tranche ferme et sans discontinuité.

3.2. DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les Travaux seront réalisés dans le délai de **6 SEMAINES** à compter de l'ordre de service de commencer les travaux, ou à défaut à partir de la date d'ouverture de chantier.

3.3. PLANNING GÉNÉRAL

Les différentes tâches de travaux seront mentionnées dans 1 Planning Général des Travaux TCE. Ce Planning sera signé par toutes les Entreprises retenues pour la réalisation des Travaux.

3.4. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité :

Les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité :

1. Le marché de travaux avec son acte d'engagement,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
3. Le CCTP
4. Le PGC (plan général de coordination sécurité et protection de la santé), (fourni ultérieurement)
5. Le RICT Rapport Initial du Contrôleur Technique
6. Le CDPGF renseigné et signé par l'entreprise
7. Le Planning des travaux T.C.E et ses mises à jour successives, (fourni ultérieurement)
8. Les Plans, Rapports et NDC Notes de calcul émis par la Maîtrise d'œuvre
10. Les Plans de détail des entreprises
11. La notice de sécurité incendie.
12. Tous documents généraux cités ci-après

Nota Important :

L'approbation du CCTP s'entend pour toutes les clauses générales et particulières de ce lot, ainsi que pour la connaissance de celles de tous les autres lots.

La liste des ouvrages et des tâches contenues dans le devis de l'Entreprise prévaut sur celle de son lot, contenue dans les clauses particulières du CCTP, sans pour autant restreindre à l'exhaustivité de chaque ouvrage ainsi répertorié.

Les ouvrages et prestations devront être réalisés suivant les plans d'exécution dressés par l'Entreprise, en conformité avec les plans de conception générale dressés par le maître d'œuvre et approuvés par l'Entreprise.

4. CONFORMITE DES OUVRAGES AUX DOCUMENTS GENERAUX

4.1. DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS

Les ouvrages seront conformes aux documents généraux suivants, en vigueur à la date d'établissement du présent document, qui seront contractuels pour le présent marché :

Le présent marché étant un marché public de bâtiment, il est ici formellement spécifié, en complément aux dispositions du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (Articles 1 à 51) :

- Tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une Norme ou non, comprenant :
 - Réglementation Française concernant la construction.
 - Normes Françaises AFNOR, et leurs mises à jour.
 - Documents CSTB, Prescriptions ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques, D.T.U, Règles de calculs, Avis Techniques dans le cas d'emploi de procédés non traditionnels.
 - Règles professionnelles.
 - Notices Techniques des Fabricants.
 - Les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT).
 - Les cahiers des clauses spéciales (CCS).
 - Les règles de calcul.
 - Les mémentos, guides, instructions, etc...
- Tous les autres documents ayant valeur de DTU.
- Règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC figurant sur la liste.
- Tous autres documents rendus obligatoires par les Assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages.
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé détenir et parfaitement connaître tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par Documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre :

- Tous les fascicules, additifs, modificatifs, errata, etc..., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

4.1.1. ORDRE DE PRÉSÉANCE DES DOCUMENTS

CF : Art 4 du CCAG:

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du CCTP, le devis de l'entreprise, et les clauses et prescriptions des D.T.U ou CCTG et des normes, ainsi que des autres documents contractuels :

- Pour tous les documents contractuels à l'exclusion des CCS : les prescriptions des documents contractuels prévaudront.
- Pour les CCS (Cahier des clauses spéciales) : Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions, ainsi que pour les articles "Consistance des Travaux" qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ou mettre à la charge du Maître d'Ouvrage des dépenses comprises dans le prix global forfaitaire, les documents particuliers du marché (CCTP) prévaudront.

4.2. DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERE GENERAL

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, les règles de l'Art et les prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les lois et textes réglementaires et officiels existants le jour de la signature du marché, dont notamment les documents suivants : (Liste non exhaustive)

Documents réglementaires à caractère général

- REEF et Code de la construction.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.
- Règlement sanitaire départemental et/ou national.
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre.
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier.
- Tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

N.R.A. - Nouvelle réglementation acoustique

- Décrets et arrêtés du 28 octobre 1994 et du 9 janvier 1995 et suivants.
- Les entrepreneurs devront respecter ces textes pour ceux applicables aux travaux de leurs marchés.

RT 2005/2012. RE 2020 - Nouvelle réglementation thermique

- Décrets en vigueur au moment de la signature du marché de travaux
- Les entrepreneurs devront respecter ces textes pour ceux applicables aux travaux de leurs marchés, sauf accord spécifique du maître d'ouvrage.

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.
- Décret du 26 décembre 1994, du 4 mai 1995 et ceux du 6 mai 1995, et suivants.
- Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Réglementation technique européenne

Sauf spécifications contraires au CCTP ci-après concernant les matériaux de construction, la directive 89 / 106 / CEE - Produits de construction, transposée en France par le décret du 8.07.92 n° 92.467 n'est pas document contractuel.

Documents Techniques Unifiés

- Tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une Norme ou non, comprenant :
 - Réglementation Française concernant la construction.
 - Normes Françaises AFNOR, et leurs mises à jour.
 - Documents CSTB, Prescriptions ayant valeur de Cahier des Clauses Techniques, D.T.U, Règles de calculs, Avis Techniques dans le cas d'emploi de procédés non traditionnels.
 - Règles professionnelles.
 - Notices Techniques des Fabricants.
 - Les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT).
 - Les cahiers des clauses spéciales (CCS).
 - Les règles de calcul.
 - Les mémentos, guides, instructions, etc...
- Tous les autres documents ayant valeur de DTU.
- Les Règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste.
- Tous autres documents rendus obligatoires par les Assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages.
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.
- Tous les fascicules, additifs, modificatifs, errata, etc..., connus à la date précisée au CCAP ou à défaut ceux découlant des clauses du CCAG.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

4.3. FDES - EXIGENCES SPECIFIQUES SUR LES MATERIAUX

L'entreprise devra obligatoirement fournir les fiches FDES des produits et Matériaux sélectionnés (Fiche de déclaration environnementale et sanitaire) ou les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes aux normes ISO 14025 et ISO 14040

4.4. PLANS ET DESCRIPTIFS MAITRISE D'ŒUVRE

Les différents Plans Notes de calcul, et descriptifs des travaux à réaliser dressés par la Maîtrise d'œuvre, sont joints à l'Appel d'offres

Les travaux réalisés devront être conformes aux plans et documents de conception générale établis par la Maîtrise d'œuvre.

Il est précisé que les éventuelles modifications feront si nécessaire l'objet d'avenants.

4.5. ETUDES ET PLANS D'EXÉCUTION DES ENTREPRISES

Les plans d'exécution des ouvrages sont dus par l'entreprise.

Les plans d'atelier et de détail devant servir à l'exécution seront établis par l'entrepreneur. Ils seront soumis à l'architecte pour approbation avant tout début d'exécution, cette approbation ne concernant que la conformité ou l'adaptation au projet architectural et ne diminuant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Le Maître d'ouvrage a confié au Maître d'œuvre une mission ne comprenant pas les études d'exécution.

Les différentes études, plans techniques, plans d'exécution et notes de calcul, plans d'atelier et de chantier, sont à la charge des entreprises concernées.

L'Entrepreneur doit effectuer les études techniques et établir les plans techniques nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages, qui seront remis à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre pour approbation.

L'entrepreneur doit dans le délai fixé par la maîtrise œuvre et l'OPC établir tous les dessins d'atelier des ouvrages jugés utiles par cette dernière.

Éventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation du montant du marché des travaux, l'entreprise sera tenue d'apporter à ces documents les modifications que la maîtrise œuvre et le bureau de contrôle jugeront utiles d'apporter pour respecter les règlements et normes en vigueur ou simplement dans l'intérêt de la construction.

Ces dessins sont établis d'après le projet de la maîtrise œuvre qui en définit les principes clairement. Ils doivent respecter les dispositions et principes des plans et CCTP en tous points.

Ces plans et dessins sont cotés et établis à une échelle qui ne peut être inférieure à : A préciser en période de préparation

Ces plans et dessins doivent faire apparaître tous les détails d'exécution et notamment :

- Les formes et profils des éléments constitutifs,
- Les détails d'assemblages,
- Les principes, détails et types de fixation,
- Les détails des habillages et calfeutrements,
- Les renseignements particuliers concernant les ouvrages.

Ces plans et détails seront remis à la maîtrise œuvre pour approbation, après mise au point commune éventuelle, ces éléments serviront de base à l'exécution.

L'entreprise transmettra avant toute exécution un dossier complet pour chaque type d'ouvrages : des matériaux prévus à mettre en œuvre accompagné des procès verbaux d'essai, de classement et d'avis techniques.

Aucuns travaux ne devront être commencés sans la validation des études d'exécution et de synthèse par le représentant de l'équipe de maîtrise œuvre,

Les travaux ne devront en aucune façon, être commencés si l'entreprise n'a pas reçu l'agrément de principe de la maîtrise d'œuvre sur le dossier présenté ainsi que l'agrément du contrôleur technique. Dans le cas où les travaux seraient commencés sans cette acceptation, le maître œuvre pourra exiger la démolition aux frais de l'entrepreneur des travaux engagés.

4.6. DOCUMENTS JOINTS ULTERIEUREMENT AU MARCHÉ

- Le Planning Général des Travaux T.C.E.
- Les Procès Verbaux de réunion de Chantier

Ces documents posséderont dès leur parution, le caractère contractuel.

Les Entrepreneurs disposeront de 8 Jours calendaires à compter de leur réception, ou à la réunion suivant immédiatement le dit procès-verbal, pour faire connaître leurs observations au Directeur de l'Exécution des Travaux.

Passé ce délai, ces documents seront considérés comme pleinement acceptés.

L'entrepreneur s'engage à établir toutes les déclarations d'ouverture de chantier, d'occupation de voirie, auprès des services administratifs concernés (Mairie de Montpellier, EDF/GDF, eau, etc...), incombant à son entreprise.

4.7. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E)

Chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, au plus tard 15 jours avant la réception des travaux, toutes les pièces écrites ou dessinées ainsi que les garanties diverses qui lui seront demandées, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E).

La diffusion générale à charge des entreprises, sur support numérique aux format pdf pour l'ensemble des documents et aux formats pdf et dwg pour les plans, aura lieu dès validation, par la Maîtrise d'œuvre, de l'exemplaire original remis au préalable pour avis.

Les DOE comprendront dans des dossiers ordonnés et répertoriés :

- * Les plans complets conformes à l'exécution précisant les marques et types de tous les équipements et matériels installés avec la position exacte de tous les organes susceptibles d'être manœuvrés en cours d'exploitation. Les plans seront baptisés D.O.E. par l'entreprise
- * La documentation technique des matériaux, matériels, appareils ou éléments de construction installés avec références et coloris faisant apparaître le fournisseur susceptible d'approvisionner ces éléments ou des pièces de rechange
- * Le dossier DIUO et les notices d'entretien et d'exploitation
- * Les comptes rendus d'essais et des procès-verbaux
- * Les documents d'essais COPREC et ceux demandés par le C.C.T.P. du lot concerné.
- * La liste des matériels de rechange
- * Les certificats de garantie et d'agréments des constructeurs ou des organismes habilités
- * Les attestations d'assurances à jour au moment de la réception
- * Les notices et supports de cours pour la formation des utilisateurs et du personnel de maintenance du Maître d'ouvrage

4.8. DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTÉRIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O.)

L'Entrepreneur est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage, au plus tard lors de la réception des ouvrages définie au planning, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, ainsi que tous les éléments d'informations nécessaires à leur utilisation, présentés sous les mêmes formes que le dossier DOE.

Seront également fournis tous les documents demandés par le Coordonnateur Sécurité pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) ayant pour objectif

essentiel de rassembler toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Il est rappelé à toutes les entreprises que selon les modalités de paiement du marché selon le CCAP, la fourniture de tous ces documents conditionne le solde financier des travaux réalisés par l'entreprise.

5. SPECIFICATIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

5.1. CONNAISSANCE DES LIEUX :

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux.
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées.
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

5.2. DEMARCHES ET AUTORISATIONS :

L'entreprise devra faire son affaire des autorisations administratives pour l'occupation des sols du domaine public.

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

5.3. PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES :

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- L'établissement et la fourniture des plans de récolement des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'œuvre,
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par l'architecte ou/et par le maître de l'ouvrage.

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché.
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier.
- L'établissement des plans d'exécution.
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux.
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels.
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages.
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception.
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux.
- La remise de toutes les instructions, mode d'emploi écrits et schéma de repérage, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- Les protections usuelles pour ne pas endommager les ouvrages existants notamment les bâches sur les sols et éventuellement sur les meubles et équipements.
- Tous les matériels et moyens nécessaires pour assurer la sécurité du chantier en fonction des différentes interventions, en complément de la sécurité collective mise en place par l'entreprise principale.
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux.
- Le dépôt des gravois triés dans les bennes prévues à cet effet. Un exemplaire des fiches de mise en décharge sera tenu à la disposition du maître d'ouvrage.
- Le nettoyage de ses ouvrages et l'export aux DP décharges Publiques de tous ses déchets.
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte prorata

LIMITES DE PRESTATIONS

CF Annexe 1 : Tableau de limites de prestations

5.3.1. INSTALLATIONS DE CHANTIER

5.3.1.1. PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise titulaire du LOT 1 CLOISONS – DOUBLAGES – PLAFONDS procédera à l'affichage réglementaire, lisible depuis le domaine public.

5.3.1.2. PLAN DES INSTALLATIONS DE CHANTIER PIC

Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées les différentes zones du chantier :

- stationnement
- cantonnement
- livraison et stockage des approvisionnements
- tri et stockage des déchets

Chaque entreprise fait son affaire de ses installations de chantier.

Ces installations sont dues par les entreprises.

Elles comprendront, selon les nécessités :

- * Les autorisations administratives pour l'occupation des sols du domaine public.
- * Toutes les installations permettant le fonctionnement de tous les intervenants du chantier :
- * Les clôtures isolant le chantier des personnes étrangères à celui-ci,
- * les sanitaires et locaux commun des ouvriers,
- * La signalisation horizontale et verticale
- * Les branchements électriques, eau potable E.P., E.U.-E.V. et téléphonique
- * Tous échafaudages et engins de levages nécessaires
- * Les installations en nombre et capacité suffisants afin de satisfaire à ses obligations :
 - D'évacuation des gravois
 - De tri sélectif des déchets.
 - De stockage et approvisionnements

Le maître d'ouvrage, désignera les parties communes pouvant éventuellement les recevoir, à l'exception de toute autre.

5.3.2. ELECTRICITÉ ET EAU DE CHANTIER

Emplacement de raccordement défini par le maître d'ouvrage.

Les branchements d'eau et d'électricité du chantier seront installés par l'entreprise titulaire du lot Gros-œuvre.

Les installations provisoires seront mises en place pour tous les besoins du chantier (baraquements, éclairage, gros matériel, petit matériel, etc.)

L'entrepreneur sera tenu de prévoir tous les branchements provisoires utiles à ses travaux, y compris toutes demandes à effectuer auprès des compagnies concessionnaires (EDF, Compagnie des Eaux, etc.).

Les branchements d'eau provisoires pourront être réalisés par piquage sur la distribution générale avec mise en place d'un compteur divisionnaire par branchement.

La pose et le relevé initial des compteurs devront obligatoirement se faire en présence d'un représentant du Maître d'Ouvrage.

Les dépenses de raccordement, branchement, et consommations, seront réglées par l'entreprise chargée de gérer le compte prorata sur relevés et factures présentés par la Société fermière et les entreprises concernées.

Le cas échéant, étant donné les délais importants concernant la distribution en Energie électrique et en Eau Potable, les différentes entreprises sont priées de prendre toutes les dispositions qui s'imposent en prévoyant des groupes et des citernes.

5.3.3. TRAITS DE NIVEAU

À charge de l'entreprise titulaire du LOT 1 CLOISONS – DOUBLAGES – PLAFONDS.

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur devra, à ses frais:

- Porter à l'intérieur sur des murs et cloisons bruts, et après l'exécution des enduits, le niveau + 1 m fini au-dessus de tous les planchers et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état. Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

5.3.4. APPROVISIONNEMENT DES MATÉRIAUX - ÉVACUATION DES GRAVOIS

À charge de chaque entreprise.

Localisation :

- Domaine public : Suivant autorisations administratives délivrées à l'entreprise.
- Parties communes : Le maître d'ouvrage, désignera les parties communes pouvant éventuellement les recevoir, à l'exception de toute autre.

Chaque entreprise concernée devra faire son affaire de tous échafaudages et engins de levages nécessaires et des autorisations administratives pour l'occupation des sols du domaine public.

La mise en place, horaires et durées d'utilisation des engins de levage devront être entreprises après accord du maître d'ouvrage

5.4. REGLES D'EXECUTION GENERALES :

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués " non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

5.5. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX :

5.5.1. GÉNÉRALITÉS

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, seront toujours neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à " Avis Technique ", l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un " Avis Technique ".

Pour les produits ayant fait l'objet d'une " Certification " par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un " Certificat de qualification ".

5.5.2. QUALIFICATION

L'Entrepreneur est réputé, sous sa responsabilité et indépendamment de toute justification fournie, avoir obtenu de l'O.P.Q.C.B. de QUALIFELEC ou de tout autre organisme propre à sa profession, la qualification professionnelle correspondant à la nature et à l'importance des travaux faisant l'objet du marché.

Il aura seul à supporter les conséquences qui pourraient résulter d'une absence ou d'une insuffisance de qualification.

L'Entrepreneur fournira un certificat de qualification en état de validité (datant de moins de 3 mois) à la signature du marché et lors de la présentation du décompte définitif.

5.5.3. PRODUITS DE MARQUES

Pour certains matériels et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque.

Les marques et modèles indiqués ci-après dans le C.C.T.P. avec la mention "ou équivalent ", ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc.

5.5.4. AGRÉMENTS - ESSAIS - ANALYSES

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

5.5.5. RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier par écrit avec toutes justifications à l'appui.

6. CONDUITE DES TRAVAUX

6.1. REUNION DE CHANTIER

Les Entrepreneurs sont tenus d'assister aux réunions de chantier, sous peine de pénalité d'absence aux réunions de chantier, dont le montant est fixé au CCAP à 100€ par absence injustifiée.

Ils seront convoqués par Ordre de Service ou par le Compte Rendu des précédentes réunions. Les Réunions de Chantier seront hebdomadaires, à date fixe ou plus fréquentes si nécessaire.

6.1.1. REUNION MAITRISE D'ŒUVRE – ENTREPRISES

Les réunions de chantier auront lieu une fois par semaine au jour et à l'heure fixée par la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'Ouvrage délégué et la Maîtrise d'Œuvre.

Sur convocation par la Maîtrise d'Œuvre, chaque entreprise devra être représentée par un responsable assurant la conduite des travaux de son lot, pendant toute leur durée.

La Maîtrise d'Œuvre dressera et diffusera aux différents intervenants un compte rendu de chaque réunion, qui, sans observation formulée avant la réunion suivante, sera considéré comme approuvé sans réserve.

Dans l'intérêt de tous les intervenants, la ponctualité sera exigée aux réunions de chantier.

Chaque retard aux réunions de chantier non justifié fera l'objet d'une pénalité de 50€ déterminée au CCAP

6.1.2. BUREAU DE CHANTIER

Les réunions se tiendront sur place.

Il n'est pas prévu de bureau de chantier.

Le maître d'ouvrage pourra mettre à disposition un local selon les nécessités.

6.1.3. REUNIONS DE COORDINATION

Nota : sur ce chantier, le maître d'œuvre est aussi l'OPC.

Suivant l'importance du projet et des travaux en cours, des réunions de coordination pourront être organisées et dirigées par le titulaire de la mission Ordonnancement, Pilotage et la Coordination (O.P.C.).

Les conditions de présence des entrepreneurs seront les mêmes que pour les réunions de chantier.

6.1.4. REUNIONS DIVERSES

Les missions du coordonnateur SPS, de synthèse, de SSI pourront nécessiter l'organisation de réunions spécifiques.

Les conditions de présence des entrepreneurs seront les mêmes que pour les réunions de chantier.

6.2. VISITES ET INVESTIGATIONS

L'Entrepreneur de quelque lot que ce soit, ne peut s'opposer aux visites et investigations que le maître d'œuvre estimera nécessaire de faire ou de faire-faire, pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché.

6.3. ESSAIS

Si le Directeur de l'Exécution des Travaux a des doutes sur la qualité des matériaux mis en œuvre, il procédera à des essais, au maximum au nombre de quatre par article du lot considéré, à la charge de l'entreprise si l'essai est négatif.

6.4. ECHANTILLONS

Ils devront être agréés par le Maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés

en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation. Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées ci-dessus.

6.5. REGLES D'EXECUTION GENERALES :

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art, avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il sera exigé d'elles un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués " non traditionnels " devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

6.6. VERIFICATION DES PLANS

Avant le commencement des travaux et après implantations, les entrepreneurs sont tenus de vérifier les cotes des plans, coupes, etc.... et de signaler au Maître d'œuvre toutes les erreurs ou omissions qu'ils pourraient constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Ils seront responsables des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

La liaison entre les différentes entreprises devra être constante en cours d'études.

L'entrepreneur prendra contact avec tous les autres corps d'état pour définir les détails d'exécution des finitions, il s'assurera que des documents établis par les autres lots sont coordonnés et compatibles avec ses propres ouvrages.

Cette mise au point se fera entre les entrepreneurs en réunions d'études ou de chantier et sera soumise au maître d'œuvre.

Avant toute exécution des travaux, les plans devront être visés par la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique qui disposeront d'un délai de 15 jours pour l'examen des documents d'exécution. Ils seront dénommés « bons pour exécution » (BPE).

Cette approbation toutefois ne diminuera en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière.

Tous les documents devront être remis dans des délais compatibles avec le planning des travaux établis par l'OPC.

6.7. LIAISON ENTRE LES CORPS D'ETAT :

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque entrepreneur prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux.
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, ou des plans, ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

7. PROTECTION DES TRAVAUX

7.1. PROTECTION DES OUVRAGES CONTRE LE VOL ET LES DEGRADATIONS :

L'Entrepreneur de chaque lot est responsable des matériaux et des ouvrages posés ou façonnés par lui, contre le vol et contre toute détérioration accidentelle, ce jusqu'à leur réception par le Maître d'Ouvrage.

Les matériaux acheminés directement par le Maître d'Ouvrage seront réceptionnés en présence de l'Entreprise qui doit les manipuler, et qui sera convoquée par le Directeur de l'Exécution des Travaux à cet effet.

A défaut d'observation sur leur état, ils sont pleinement considérés acceptés et placés sous le contrôle immédiat de l'Entreprise considérée qui devra prendre toutes les précautions nécessaires pour leur stockage, manutention et mise en œuvre.

L'Entrepreneur devra protéger ses ouvrages et l'existant contre les risques de vol, détériorations et salissures, pendant l'exécution des travaux.

Il ne doit pas dégrader les prestations des autres entreprises, aucune dégradation ne sera admise. Les ouvrages seront livrés en parfait état de propreté.

7.2. PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D'ETAT

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc... qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il. Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

7.3. PROTECTION PAR LES ENTREPRENEURS DE LEURS PROPRES OUVRAGES

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches des escaliers où le nez de marche devra être protégé plus particulièrement.

Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

7.4. NETTOYAGES EN COURS DE CHANTIER

Le chantier et ses abords devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté.

Chaque entrepreneur œuvrant sur le chantier devra toujours, après intervention dans un local, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux, au balayage et dépoussiérage des sols et à la mise en benne de ces gravois (interdiction de jeter par les ouvertures en façade).

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le cloisonneur aux entrepreneurs de second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Sur ordre et après constat par le Maître d'œuvre de l'état de propreté du chantier et responsabilités de cet état, l'entrepreneur de gros œuvre devra une fois par mois effectuer un nettoyage général du chantier avec enlèvement des gravois, déchets et nettoyage des accès et des abords.

Chaque entrepreneur coupable de manquement de propreté sera pénalisé de 100,00 €uros TTC par le Maître d'œuvre.

7.5. GRAVOIS :

Chaque entreprise se chargera de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux décharges publiques et centres de tri dans le respect des modalités prévues ci-après pour la gestion des déchets.

Chaque entrepreneur fera son affaire de la gestion de ses déchets et gravats.

Il en assurera le ramassage régulier de ceux-ci.

Les lieux devront en toutes circonstances être débarrassés des gravats.

Aucun stockage ne sera toléré hors de l'aire d'évolution des entreprises.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Il en assurera le ramassage, le stockage, dans ses camions et bennes, et l'export aux centres de traitement agréés.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Tous les frais de nettoyage resteront à la charge de chaque entrepreneur.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le Maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra à tout moment procéder par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de son choix aux nettoyages du chantier ; les frais en seront supportés par l'entrepreneur fautif.

7.6. SORTIE ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS :

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux centres de tri et décharges publiques dans les conditions prévues par les réglementations en vigueur.

Il n'est pas prévu de bennes collectives pour le tri sélectif des déchets sur site.

Chaque entrepreneur a à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades.

Ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage, la descente et la sortie hors de la construction, de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également sauf spécifications contraires explicites, le chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

En cas de défaillance manifeste dans la gestion de l'évacuation des déchets de chantier, par exemple benne débordant, stockage hors bennes, constatée par le maître d'œuvre ou l'OPC sur deux réunions de chantier successives, il sera fait appel à une entreprise extérieure pour y remédier, aux frais de l'entreprise défaillante, avancés par le maître d'ouvrage, après qu'elle ait été mise en demeure par lettre RAR, ou tous moyens appropriés : fax, mail, téléphone, cinq jours avant.

7.6.1.1. OBLIGATIONS DE L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- Prévention ou réduction de la production des déchets
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes
- Information du public
- La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets
- L'information des entreprises et de son personnel
- Les entreprises devront nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un "MONSIEUR PROPRE" dans chaque entreprise, chacun ayant à sa charge le tri de ses propres déchets de construction. Toutefois, pour faciliter la gestion globale du chantier, les "MONSIEUR PROPRE" des entreprises de Gros œuvre, de Plâtrerie et de Peinture (suivant la nature du chantier et l'allotissement) auront la responsabilité de la bonne tenue générale du tri pendant la totalité des travaux, compris, vérification des tris sélectifs, etc...
- Ces personnes seront responsables de cette organisation et pourront varier pendant la durée des travaux.

Nota 1 : Il ne peut y avoir en même temps trois entreprises responsables de la gestion des déchets.

Il est rappelé également qu'il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers
- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (mêmes inertes), dans les zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc...).

Les entreprises devront respecter les obligations indiquées au CCTP, au PGCSPPS et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier.

L'attention des entreprises est ici attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

7.6.1.2. PÉNALITÉS

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place dès le démarrage effectif des travaux.

Sinon, une pénalité de retard sera appliquée.

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri, sur simple constatation de la personne chargée de la gestion des déchets, fera l'objet d'une pénalité par infraction.

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48.1 du C.C.A.G. Travaux, une pénalité de retard d'exécution d'un montant de 100€ défini au CCAP par jour d'infraction.

En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépend de l'entrepreneur fautif par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou de ses représentants qu'est le Maître d'œuvre

7.7. REMISE EN ETAT DES LIEUX

À la fin de chaque phase de travaux, les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux, et à la fin de chaque phase de travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- Chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

En fin de travaux, à la demande du maître d'œuvre, s'il l'estime nécessaire, un nettoyage à charge des entreprises réparti au prorata de leur marché, sera confié à une entreprise tierce ou du chantier.

8. DESCRIPTION DES TRAVAUX

8.1. CCTP & DEVIS DESCRIPTIFS

Le CCTP et devis descriptif (ou à défaut le devis de l'entreprise) a pour but de renseigner, aussi exactement que possible, le maître d'ouvrage sur la nature de la construction à réaliser, l'importance et la qualité des ouvrages à prévoir, et de leur donner toutes indications sur la conception architecturale de l'ensemble.

Il est expressément stipulé que ces prescriptions et indications n'ont aucun caractère limitatif et que l'entrepreneur devra prévoir tous les travaux de sa spécialité pour le parfait achèvement de la réalisation prévue, conforme aux règles de l'art.

En conséquence, l'entreprise soumissionnaire, reconnaît implicitement par le dépôt de son offre s'être rendue compte des travaux à exécuter et de leur importance. Elle sera tenue de pallier par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur leur devis descriptif des travaux et sur les plans, et de ce fait, ne pourra prétendre à aucune majoration de son prix forfaitaire.

9. MARCHÉ DE TRAVAUX

9.1. CONDITIONS DU MARCHÉ

Le montant du marché correspond aux conditions économiques du mois de sa signature et ne sera pas révisable.

Les travaux seront réglés au moyen des prix unitaires convenus et suivant les quantités réellement exécutées à concurrence de celles prévues au marché.

Les modifications du marché, en plus ou en moins ne pourront intervenir que par Avenant visé par le maître d'œuvre, signé du maître d'ouvrage, et accompagné du devis correspondant.

9.2. CONSISTANCE DU PRIX FORFAITAIRE

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les études, les fournitures, façon, frais de décharge, accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ses prix.

Le DCE Dossier de Consultation des Entreprises n'a pas de caractère limitatif.

L'entreprise doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa compétence nécessaires et indispensables à l'achèvement complet de la construction même s'ils ne sont pas expressément mentionnés dans le C.C.T.P. ou les plans.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des pièces des dossiers des autres corps d'état et ne pourra en aucun cas ni aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés ou des les ignorer.

L'entrepreneur doit compléter, si besoin est, la décomposition du prix forfaitaire par les prestations qu'il juge nécessaires de réaliser, au titre des paragraphes précédents.

Tous les matériaux, matériels et fournitures devront être de première qualité suivant les indications de provenance, les types en marques indiqués aux C.C.T.P.

Ils devront avoir été acceptés par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle.

Chaque entreprise devra au niveau de la réponse à l'appel d'offre présenter sa structure et sa démarche relative à l'assurance de la Qualité. Celles-ci devront être aussi proches que possibles des normes ISO 9001 (conception) et/ou ISO 9002 (fabrication).

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance du CCTP dans son intégralité.

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner.

Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot.

Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau du Maître d'œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler au Maître d'œuvre tout élément susceptible d'avoir une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées.

Il doit proposer également, en temps utile, au Maître d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif différeraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse.

Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

9.3. VISITE DE SITE

Les entrepreneurs sont incités à effectuer une visite sur les lieux avant la remise d'une offre afin de mieux évaluer l'importance des travaux, leurs conséquences éventuelles, et afin de prendre connaissance des possibilités d'accès et des sujétions spécifiques à l'environnement du chantier, avant l'établissement de leur soumission.

Les entrepreneurs effectuent sur place toutes reconnaissances des lieux nécessaires à leurs études, toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer du fait de la configuration de l'ouvrage, de ses servitudes ou de sa composition.

Les entrepreneurs reconnaissent par le simple fait de la remise de leurs offres, avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions et difficultés inhérentes au chantier, à ses accès, la nature du sol et à son environnement, et en avoir tenu compte dans leurs propositions.

Le marché étant à prix global et forfaitaire, aucun supplément ne sera accordé après sa signature.

9.4. OFFRE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- les frais de compte-prorata ou de comptes inter-entreprises
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,
- lorsque le quantitatif est établi par le maître d'œuvre, le contrôle des quantités. Si aucune observation n'est présentée à ce sujet à ce sujet lors de la remise des offres, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque réajustement que ce soit concernant les quantités effectivement mises en œuvre.

Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.

Dans le cas d'une réhabilitation, toutes les cotes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fourniture ou travaux.

9.4.1. PRÉSENTATION DU DEVIS ESTIMATIF

Le devis estimatif sera présenté suivant l'ordre des articles du CCTP et dans la DPGF joint sous peine de rejet pur et simple de sa proposition.

L'entrepreneur devra, signaler lors de sa remise d'offre et en aucun cas après, les travaux que les descriptifs n'auraient, à son avis, pas explicitement prévus.

Ces travaux devront être chiffrés par l'entreprise, et portés dans le cadre de bordereau à la rubrique "erreurs ou omissions".

Les postes chiffrés en compléments seront OBLIGATOIREMENT détaillés.

Les ensembles ou forfait ne seront pas acceptés.

9.4.2. CADRE DE DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire est jointe au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs.

Ce cadre D.P.G.F. énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

L'entrepreneur reportera ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre de décomposition. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel pour sa partie quantité et servira :

- Pour les éventuels travaux en plus ou en moins suite à modification du marché à la demande du maître d'ouvrage après la signature des marchés,
- Pour l'établissement des demandes d'acompte et l'établissement des situations à l'avancement des travaux.

Le cadre DPGF énumère les diverses unités d'œuvre employées dans la construction.

Les candidats doivent établir leur devis sur la base des quantitatifs et cadre de bordereaux de prix (DPGF) joints au dossier, Ils pourront être modifiés le cas échéant.

Toutes erreurs ou omissions rencontrées doivent être signalées à la Maîtrise d'œuvre (Maître d'œuvre, Bureau d'Études Techniques, etc...) et corrigées avant la date de remise des offres.

- Les quantitatifs fournis par la Maîtrise d'œuvre sont donnés à titre indicatifs. Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire par la remise de leurs offres.
- Les erreurs et/ou omissions doivent être portées à la connaissance de la Maîtrise d'œuvre et corrigées avant la date de remise des offres.

Les corrections doivent être réalisées suivant l'une des deux procédures ci-dessous (la première est à privilégier) :

- Le candidat corrige directement l'erreur et/ou l'omission dans son offre. Le changement doit être visible immédiatement (Caractères en Gras, Soulignés, Pochage de la cellule, ...).
- Le Bureaux d'Études Techniques concerné sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage et/ou du Maître d'œuvre émettra un avenant au Dossier de consultation ou un modificatif.

Rappel : Toutes les demandes ou questions formulées par les candidats en cours de consultation devront IMPÉRATIVEMENT respecter les modalités relatives aux échanges avec la maîtrise d'œuvre définies dans les documents particuliers du marché et OBLIGATOIREMENT par écrit.

9.5. TOLERANCES DIMENSIONNELLES

Doivent être en accord avec les DTU et les règles professionnelles

9.6. VARIANTES

Sans objet

9.7. OPTIONS

Seront indiqués sur le devis de l'entreprise et ou au C.C.T.P.

Elles seront définies au cours de l'avancement du chantier, sur la base de ce document.

9.8. SOUS-TRAITANCE

Les déclarations de sous-traitances sont à soumettre à l'acceptation du maître d'ouvrage, via le formulaire DC4, avant toute intervention des entreprises pressenties.

9.9. PAIEMENTS

9.9.1. ACOMPTE

Il n'est pas prévu de verser d'acompte à la commande.

9.9.2. SITUATIONS DE TRAVAUX

Les situations intermédiaires et le mémoire définitif seront libellés au nom du Maître d'Ouvrage et adressé en 2 exemplaires à la direction de chantier par voie dématérialisée pour vérification, et ce avant le 25 de chaque mois.

9.9.3. TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS

Il n'est prévu aucun réajustement, résiliation ou indemnité dans le cas de modification dans l'importance des travaux.

Tout travail supplémentaire ne pourra être pris en charge par le Maître d'ouvrage que s'il a fait l'objet d'une commande de ce dernier, matérialisée par un Ordre de Service daté, précisant la nature des travaux à exécuter, le montant global et forfaitaire, ainsi que le mode de règlement établi par le Maître d'œuvre et dûment contresigné par le Maître d'ouvrage.

En cas d'exécution sans ordre signé du Maître d'ouvrage, les travaux pourront, au choix de ce dernier, demeurer en l'état ou être rendus conformes aux spécifications des pièces contractuelles sans pouvoir, en tout état de cause, donner lieu à paiement.

Les travaux supplémentaires ou en déduction seront chiffrés sur la base des prix unitaires figurant au Devis quantitatif estimatif annexé au marché.

L'Entrepreneur accepte par avance qu'en cas d'erreur ou de distorsion établie de ses prix il soit procédé à leur rectification par le Maître d'œuvre.

Si les ouvrages en cause ne peuvent être assimilés à ceux du Devis quantitatif estimatif, leur évaluation sera faite, au choix du Maître d'ouvrage, soit de gré à gré, soit sur la base des prix unitaires de série de prix en vigueur à la date de signature du marché, affectés des coefficients édités par les barèmes mensuels et d'un rabais correspondant à celui constaté entre la série et le quantitatif estimatif annexé au marché pour des ouvrages similaires. En tout état de cause, ce rabais ne pourra être inférieur à 25 %, quel que soit le lot considéré.

9.9.4. RÈGLEMENT

Le règlement des travaux en plus ou en moins sera réglé par analogie avec les prix unitaires.

Les paiements seront effectués par le Maître d'Ouvrage, par chèque, sous 10 jours.

9.9.5. PÉNALITÉS DE RETARD

En cas de retard imputable à l'entreprise, sur l'avancement prévu au planning ou sur les délais globaux, ou le déblai et le nettoyage de ses travaux, ou dans la remise des documents techniques et d'exécution, il sera fait application, après mise en demeure préalable, de pénalités d'un montant fixé au CCAP, à 50€, par jour calendaire, avec un plafond correspondant à 5% du marché.

Si en cours de travaux, l'Entrepreneur n'exécute pas dans le délai imparti un travail ou ne fournit pas tous documents demandés par le Maître d'ouvrage, celui-ci se réserve le droit de suspendre les paiements des situations mensuelles jusqu'à l'exécution du travail ou la fourniture des documents.

En cas d'inobservation des délais impartis et tant que le Maître d'ouvrage n'aura pas fait jouer la clause de résiliation, l'Entrepreneur supportera de plein droit les pénalités ci-dessus, sans faculté de réduction, reconnaissant en outre être mis en demeure par le seul fait de la signature du présent contrat.

Si par son retard, un Entrepreneur met un autre corps d'état dans l'impossibilité de respecter un délai partiel ou global, le responsable du retard original est redevable des pénalités appliquées à tous les corps d'état retardés de son fait, et des éventuels suppléments de prix à payer pour résorber le retard. De plus l'Entrepreneur responsable d'un retard supporte les indemnités dues aux autres entrepreneurs, en réparation des préjudices que ces derniers supportent, notamment par le blocage de leur formule de révision des prix, immobilisation de leurs chantiers, désorganisation de leurs travaux, dépenses engagées pour respecter le délai global.

9.9.5.1. APPLICATION DES PENALITES

Les pénalités seront appliquées préventivement sur les situations présentées avant la réception. Elles ne pourront être levées par le maître d'ouvrage que sur demande de l'entreprise approuvée par le maître d'œuvre.

9.9.6. RETENUES DE GARANTIE

9.9.6.1. RETENUE AVANT LEVEE DES RESERVES

Une retenue de 5% sera appliquée avant la réception et ne sera levée qu'à la levée des réserves.

9.9.6.2. RETENUE EN GPA GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Une retenue de garantie ou caution bancaire d'un montant équivalent fixé à 5% des travaux TTC sera effectuée.

Cette retenue sera soldée 1 an après la réception des travaux.

9.10. GARANTIE CONTRACTUELLE DE PARFAIT ACHÈVEMENT - GPA

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil

9.11. RECOURS RECLAMATIONS

L'Entrepreneur garantit le Maître d'ouvrage contre tout recours en responsabilité décennale, biennale et de parfait achèvement concernant les ouvrages qu'il a exécutés au titre de la présente convention, dans les limites de la législation en vigueur au moment de sa conclusion.

Indépendamment de toute faute lourde, de vol ou de fraude, l'Entrepreneur s'engage à laisser, et ce, sans limite de temps, le Maître d'ouvrage indemne de toute réclamation dont il pourrait faire l'objet du fait des travaux qui lui sont confiés.

9.12. ASSURANCES PROFESSIONNELLES

L'entrepreneur déclare être couvert pour les travaux faisant l'objet de son lot contre les risques suivants:

- Responsabilité décennale – effondrement.
- Responsabilité civile à l'égard des tiers, pendant et après les travaux.
- Désordres causés aux existants du fait de travaux neufs, avant réception et pendant tout le cours de la période décennale pour un montant maximum à préciser.
- L'entrepreneur fournira à la signature du Marché copie des attestations d'assurance en cours de validité, à défaut tout paiement sera suspendu jusqu'à production de ces attestations.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et ou décennale, des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil

9.13. ASSURANCE DOMMAGE

Le Maître d'ouvrage s'engage à souscrire une assurance dommage telle que prévue à l'article L242-1 du Code des Assurances.

L'entrepreneur est en droit d'exiger la production de cette police préalablement à l'ouverture du chantier.

10. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES COMPLEMENTAIRES

10.1. TRAVAUX EN SITE OCCUPÉ

L'entrepreneur signataire devra implicitement toutes protections nécessitées par ses travaux si ils se déroulent en site occupé.

10.2. VOLS, DEGRADATIONS, INCENDIE

Chaque Entrepreneur sera responsable de la surveillance et aura la garde de ses ouvrages, jusqu'à la réception.

Il lui appartient de contracter les assurances nécessaires contre les dégradations, les vols et les incendies qu'il pourrait subir en ce qui concerne ses installations, matériels, stocks, ouvrages, fournitures et matériaux jusqu'à la réception.

10.3. HYGIENE ET SECURITE

L'Entrepreneur devra respecter la législation en vigueur, en particulier le décret du 8 janvier 1983 et la loi du 6 décembre 1976, complétée par les décrets d'application n° 77-612 du 9 juin 1977 et n° 77-996 du 19 août 1977.

Il devra également se conformer aux demandes de l'Inspection du Travail et de l'O.P.P.B.T.P.

Les installations communes d'hygiène seront réalisées par l'Entrepreneur de gros œuvre au titre du compte prorata.

10.4. MESURES SANITAIRES EN PERIODE D'EPIDEMIE COVID19

L'entreprise s'engage à réaliser ses travaux dans le respect des mesures sanitaires prescrites par l'OPPBTP.

10.5. ACCESSIBILITE AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE

L'ensemble des travaux, matériaux, produits et ouvrages mis en œuvre et modes de constructions réalisées, devront être conformes aux normes pour personnes à mobilité réduite en vigueur (à la date du dépôt du Permis de Construire).

Il est de plus précisé qu'en vertu de l'article R 111-19-27, à l'issue des travaux, le Maître d'Ouvrage fera établir par un contrôleur technique une attestation constatant que les travaux réalisés respectent parfaitement les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

Les travaux de reprise, réfection ou modification d'ouvrages qui pourraient s'avérer nécessaires pour lever toute non-conformité relevée au cours de ce contrôle seront à la charge exclusive des entrepreneurs concernés.

10.6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESEAUX SOUTERRAINS ET AERIENS

Il appartient aux entrepreneurs d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux, notamment pour les DICT.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs (notamment les DICT faites auprès des concessionnaires) à ces demandes et démarches devront être transmises à la Maîtrise d'ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et à l'OPC et avant tout début d'intervention.

L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature.

L'entrepreneur ne sera pas admis à présenter de réclamations du fait que le tracé ou l'emplacement imposé pour les ouvrages, l'obligerait à prendre des mesures de soutien des canalisations ou des conduites, quelle que soit la longueur sur laquelle elles puissent s'étendre.

Il restera entièrement responsable des dommages qui pourraient être causés par lui-même ou ses agents aux canalisations ou conduites.

L'entrepreneur préviendra les exploitants des réseaux publics suffisamment à l'avance de la date d'exécution des revêtements de surface, pour permettre à cet exploitant de remettre à niveau les diverses installations en chaussée (bouches à clé, regards de visite ...).

11. INSTALLATIONS DE CHANTIER

11.1. PANNEAU DE CHANTIER

Non géré par le compte prorata.

Le panneau de chantier est du et exécuté par le lot CLOISONS.

Il sera constitué d'un panneau composite de 100cm x 100cm de haut, qualité "extérieur", fixé en limite de propriété.

Les inscriptions sont conformes à la réglementation :

- a- La désignation de l'opération avec numéro de permis de construire, surface de planchers à construire, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, etc...
- b- La désignation du Maître d'Ouvrage avec sigles, logos et adresses.
- c- La désignation du Maître d'œuvre, Économiste de la Construction, Bureaux d'Études, Bureau de Contrôle et autres contractants avec leurs adresses respectives.
- d- La désignation des Entreprises concourant à la construction, les logos des Entreprises, dans la proportion toute identique, de chaque nom d'Entreprise pouvant y figurer :

Aucune autre publicité et panneau d'Entreprise ne sera autorisé sur le site.

Localisation suivant indications du Maître d'œuvre.

11.2. BUREAU DE CHANTIER

Selon les besoins :

Le maître d'ouvrage mettra à disposition des entreprises du chantier :

- Une salle de réunion avec mobilier pour 5 personnes, éclairage naturel artificiel et chauffage
- Les installations sanitaires réglementaires à destination des entreprises du chantier
- Les zones de stockage extérieur des matériaux

L'entretien de ces équipements est dû par chaque entreprise.

À défaut les charges d'entretien seront réparties entre chaque entreprise au prorata de leur marché

11.3. BRANCHEMENTS ET CONSOMMATIONS

Chaque entreprise fait son affaire des installations ci-après :

- Les frais de branchements des alimentations fluides et électriques du chantier propres à chaque entreprise
- Les clôtures la signalétique et les protections réglementaires de chantier
- L'entretien des installations de chantier durant toute la durée du chantier et leur dépose et enlèvement lors des opérations préalables à la réception des travaux.

11.4. MOYENS DE LEVAGE

Chaque entreprise prévoit dans son offre, tous les frais relatifs aux moyens de levage nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages.

Chaque entreprise doit prévoir dans son offre l'amenée et le repli du matériel, des engins de manutention et de levage de leurs ouvrages.

11.5. FERMETURES PROVISOIRES DES BATIMENTS

Les fermetures provisoires du bâtiment seront réalisées sur proposition du Maître d'œuvre ou de l'O.P.C. avec l'accord des entreprises concernées, par l'entreprise de menuiseries extérieures.

Les clés et canons provisoires seront fournis par les entreprises ayant mis les fermetures provisoires en œuvre.

Toutes les entreprises seront responsables de la fermeture du chantier les soirs.

En cas de mauvaises ententes, le maître d'ouvrage se réservera le droit d'exiger la mise en place d'un gardiennage.

De plus, les entreprises seront responsables en cas de vol sur le chantier, aucun dédommagement ne pourra être fait par la maîtrise d'ouvrage.

11.6. GARDIENNAGE

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger la mise en place d'un gardiennage suivant l'avancement du chantier.

La mise en place, la gestion, l'entretien et l'enlèvement de celui-ci sera à la charge du compte prorata et géré par le titulaire du compte.

12. OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Les conditions générales de réception sont stipulées au C.C.A.P.

Ces opérations ont, pour objet, la vérification de la conformité de l'exécution aux prescriptions des pièces du marché.

Les convocations aux O.P.R. seront effectuées par le Maître d'œuvre auprès du Maître d'ouvrage, des entreprises et du Bureau de contrôle qui pourra effectuer ses visites à d'autres dates.

Pour la pré-réception des ouvrages, l'entreprise réalisera ses essais spécifiques définis par les normes en vigueur. Ces essais seront transcrits par l'entrepreneur sur des procès-verbaux suivant modèles figurant dans les documents techniques COPREC et seront transmis au contrôleur technique et au maître d'œuvre avant les opérations préalables à la réception des travaux.

De plus, les entreprises devront faire connaître au contrôleur technique et au maître d'œuvre les moyens qu'elles comptent mettre en œuvre pour procéder aux vérifications techniques qui leur incombent.

A l'issue de ces O.P.R., un P.V. sera établi et diffusé par le Maître d'œuvre avec la liste des réserves ou observations et la date limite de levées de ces réserves.

13. RECEPTION DES TRAVAUX

Une seule réception sera prononcée. Pas de réception partielle.

L'entrepreneur a la responsabilité de la conservation de ses approvisionnements et de ses travaux.

Il garde cette responsabilité jusqu'à la réception des travaux.

Cette responsabilité porte sur tous les dégâts que peuvent subir les ouvrages pendant qu'il en a la charge et qu'elle qu'en soit la cause.

En dérogation au C.C.A.G (marchés publics ou privés) l'entrepreneur est dispensé d'aviser par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Au vu des Opérations Préalables à la Réception, de l'avancement des levées de réserves et de la qualité des réserves subsistances, le Maître d'ouvrage pourra prononcer ou différer la Réception des Travaux, sur proposition du Maître d'œuvre.

À défaut :

La visite de réception a lieu à l'achèvement des ouvrages prévus au marché, après parachèvement des ouvrages, et nettoyage général du chantier, à date proposée par le Directeur de l'Exécution des Travaux, ou à défaut sur demande écrite dans un délai de quinze jours, par l'entreprise adressée au maître d'ouvrage.

Suivant l'avis du Directeur de l'Exécution des Travaux, et les réserves émises, le maître d'ouvrage prononcera ou non la réception.

La réception sera prononcée lorsque les conditions suivantes seront remplies :

- les travaux sont complètement terminés et n'appellent que des réserves mineures,
- les locaux, accès et abords correspondants sont nettoyés,
- chaque entreprise a produit ses PV d'essai, ses DOE et DIUO certificats ou attestations d'autocontrôle, notice d'entretien-maintenance, validés par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle.

La date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine des garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement, et décennale, telles que prévues par la Loi.

14. ENTRETIEN DES OUVRAGES ET REGLAGES PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté.

L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux.

Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

L'entrepreneur se doit de fournir une prestation de conseil et d'information auprès du maître d'ouvrage.

C'est pourquoi en parallèle de la garantie biennale et décennale, l'entrepreneur de chaque lot aura à charge de fournir la liste des différentes garanties, propres aux matériaux, produits et appareillages fournis et /ou posés.

Les garanties de chaque fournisseur, fabricant et entreprise de pose y seront distinctement mentionnées.

15. DOSSIER ULTERIEUR D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE (DUEM)

Le PGC définit les documents à remettre au Coordinateur de Sécurité pour la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrages.

Une notice d'entretien-maintenance devra être remise au maître d'ouvrage.

Pour ce faire, le titulaire de chacun des lots communiquera en fin de chantier, une note permettant à la maîtrise d'œuvre de compiler une notice synthétique (5 pages maximum) d'entretien-maintenance à vocation plus pédagogique et plus opérationnelle que les DIUO, pour la partie qui le concerne.

Elle reprend les points essentiels d'entretien afin de garantir la meilleure longévité aux matériaux et systèmes poses.

Elle comprend la liste des interventions à effectuer ainsi que leur périodicité et met l'accent sur l'entretien particulier que nécessitent certains éléments ou appareillages.

16. FORMATION DU PERSONNEL DU MAITRE D'OUVRAGE

Dès la conduite des essais et la prise de possession des ouvrages par le Maître d'Ouvrage, à une date fixée en accord avec lui, l'entrepreneur de chaque lot technique délèguera sur site un de ses représentants qualifiés pour assurer la formation et l'information du personnel du Maître d'Ouvrage sur le fonctionnement des équipements installés par ses soins.

Cette formation couvrira l'ensemble de ces installations techniques, depuis la connaissance générale de l'installation, jusqu'à l'utilisation des équipements techniques spécifiques et notamment ceux de sécurité.

17. GARANTIE CONTRACTUELLE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou \décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil

Pour acceptation du CCTC

À :

Le :

Le Maître d'Ouvrage :

L'Entrepreneur